

TRIBUNE étudiante



ORGANE DES ÉTUDIANTS DU P.S.U. - Numéros 5 et 6 - Janvier-Février 1962 - I NF

LE 8 FEVRIER 1962

« PLUS QU'UNE FAUTE : UN CRIME »

Le régime gaulliste a du sang sur les mains :

— Le sang des manifestants algériens du 17 octobre,

— Le sang des manifestants parisiens du 8 février.

Les tueurs sont les mêmes : ce sont les hommes des tristement célèbres Brigades Spéciales, qui, après s'être fait la main sur les travailleurs algériens, s'en prennent maintenant aux démocrates français. On ne pouvait mieux marquer la solidarité de fait qui existe entre les objectifs de la Révolution algérienne et notre combat contre la dégradation de nos libertés.

Cruelle ironie du sort les antifascistes veulent protester publiquement et pacifiquement contre les plastiquages dont sont victimes M. Malraux (et une fillette de quatre ans), le professeur Vedel, des personnalités politiques et intellectuelles, et ce sont des morts qu'on emporte après les charges des « forces de l'ordre »... Cependant que Paris s'illumine du feu des explosions que, sûrs de la tranquillité et de l'impunité, les nervis de l'O.A.S. ont allumées. Où sont les

par Raymond LE LOCH

assassins et où sont les victimes? Où se trouvent ceux qui frappent dans l'ombre, ceux qui tuent impunément? Dans les antichambres ministérielles peut-être, mais certainement pas dans les rangs des centrales syndicales, ni des partis politiques de gauche! « Le temps des assassins approche... » prédisait un jour M. Terrenoire : mais il règne triomphant, si l'on en croit les scènes dont nous fûmes les témoins ou les victimes au soir du 8 février. Il est des taches qui ne s'effacent pas, des actes qui ne s'oublient pas. En lançant ses troupes contre les travailleurs parisiens, le régime a révélé son véritable visage, qui n'est pas celui d'un monarque sénile et rassurant, mais celui des policiers chargeant aux cris d'« Algérie française ».

LES MENSONGES DE M. FREY

Car M. Frey a menti sciemment, ou alors ses informateurs sont peu sûrs. Non, la manifestation n'était pas organisée par le Parti Communiste. Elle était lancée par les syndicats, appuyés par les partis politiques, et c'est bien pour cela qu'elle gênait le gouvernement. Celui-ci a toléré des manifestations sur la voie publique, alors qu'elles étaient organisées par les seuls communistes et tout aussi interdites en vertu de l'état d'urgence proclamé au lendemain du 22 avril ; un modus vivendi s'est à chaque fois établi entre les « forces de l'ordre » et les manifestants, parce que ceux-ci étaient étiquetés, catalogués, marqués -aux yeux de l'opinion publique. Ce qu'il n'a pu accepter, le 19 décembre, comme le 8 février, c'est l'action unitaire c'est de retrouver aux côtés des communistes d'autres antifascistes tout aussi décidés à ne pas tout attendre de la royale parole et à imposer la volonté populaire, c'est de voir déjouée sa manoeuvre d'isolement politique du Parti Communiste, sa prétention de lutter sur deux fronts contre deux dangers de subversion, selon lui aussi menaçants. Ce qu'il n'a pu accepter, c'est cette reconnaissance implicite qu'au-delà des divergences de fond sur l'analyse du gaullisme, des transformations du capitalisme, sur la nature de ce que nous mettrons en place après le gaullisme, au-delà des divergences de tactique, de méthodes dans les regroupements et de mise en oeuvre des moyens d'action, il y a une urgence, une priorité à accorder au rassemblement de tous ceux qui sont prêts à lutter effectivement contre le péril fasciste. Il est une leçon à ne pas oublier : celle du « retrait sur l'Aventin » d'une partie des démocrates italiens, après l'assassinat de Matteotti, dans un splendide isolement, dans le refus total des propositions d'action qui leur était faites par les communistes, dans une totale inefficacité aussi contre le fascisme montant.

M. Frey continue à mentir lorsqu'il affirme que les forces de police ont été attaquées par les manifestants. Que ceux-ci aient riposté aux brutalités policières, qui songerait à leur en faire reproche? Mais ceux qui ont pris l'initiative des heurts sont, sans contestation possible, les hommes des Brigades Spéciales. Les syndicats des C.R.S., qui pourtant s'y connaissent en la matière, rejettent sur certains éléments de la police « la responsabilité des incidents ». Ce qui est une manière d'aveu. Boulevard Voltaire,

une centaine de mètres séparaient les cordons de policiers des premiers rangs de manifestants lorsque ceux-ci ont reçu, des responsables de la manifestation, l'ordre de se disperser. Mais ces cent mètres ont été franchis au pas de course par les policiers qui se sont jetés sur les hommes et les femmes qu'ils trouvaient désarmés en face d'eux. Il faut avoir vu ces scènes d'horreur - les blessés se relevant en sang, l'entassement des corps dans la bouche des métros, les poursuites dans les couloirs, les morts qu'on emportaient - il faut avoir vu la sauvagerie des policiers, s'acharnant sur les blessés, les précipitant sur les marches des escaliers par dessus les rembarbes, les piétinant, les assommant à coup de plaques de fonte arrachées aux bordures des arbres, - il faut avoir vu cela pour réaliser ce qu'ont pu subir les manifestants algériens au soir du 17 octobre, et pour comprendre ce qui nous attend si nous n'y mettons ordre.



Une seule légitimité, celle de notre révolte. Photo Elie Kagan

Le gouvernement porte l'entière responsabilité des morts et des blessés, car après le 17 octobre et le 19 décembre, il savait fort bien ce qu'il faisait en lançant contre les manifestants ses hordes. Il s'agissait pour lui d'une opération politique, et non pas d'assurer le maintien d'un ordre qui n'était en aucune façon menacé par les manifestants. Il s'agissait, au moment où reprennent les négociations, au moment où l'on affirme que leur aboutissement est proche, de donner un satisfecit à sa droite et à son extrême-droite (un coup de barre à gauche, mais aussi un coup de crosse à gauche). Une victoire de l'O.A.S.? Peut-être, dans la mesure où elle réussit à faire faire son boulot par le gouvernement..

UN ANNIVERSAIRE ET UN SYMBOLE

... Mais les morts du 8 février sont aussi une défaite pour l'O.A.S. Car il est impossible d'accepter ces faits sans réagir. La riposte a été immédiate : débrayages dans la région parisienne, grèves et manifestations en province, grève totale des cours au Quartier Latin, imposée jusqu'à la Fac de Droit. Et, au moment où nous écrivons ces lignes, les grèves et manifestations prévues pour la semaine prochaine doivent permettre de développer l'action et l'unité. En choisissant la date du 6 février pour organiser la journée de protestation de l'Université, l'U.N.E.F. et la F.E.N. voulaient marquer symboliquement leur volonté de lutte. Ces organisations ne se doutaient pas que la commémoration de cet anniversaire allait prendre deux jours plus tard encore plus de force par son caractère tragique. Puisse cet anniversaire voir se renouer l'union qui avait marqué février 1936.

Méfions nous cependant des parallèles historiques. Les acteurs du drame ne sont pas plus les mêmes. Les adversaires de la démocratie ne sont plus les ligues factieuses qui essayaient de tenir le pavé. En France, les criminels de l'O.A.S. développent leurs ramifications dans les services administratifs, dans les cabinets ministériels, dans l'armée et la police, et l'action psychologique, menée à coup de plastic en direction de la métropole, se double d'une opération politique dont les projets d'Union Nationale ne sont qu'une des formes. Si la conclusion d'un cessez-le-feu rapide en Algérie dresse les Européens contre la métropole, les tenants de l'O.A.S. tenteront par tous les moyens d'utiliser la situation à leur profit : épreuve de force, appuyée sur l'armée et les services de l'Etat, ou bien Union Nationale, comme au 13 mai, pour ramener la « concorde entre les citoyens », au prix de concessions, en sacrifiant la paix. Dans tous les cas, on ne verra pas s'affronter des bandes de factieux et des troupes de militants se disputant le pavé.

C'est tout un effort de structuration que réclame de façon urgente la situation : structuration interne et définition des moyens d'action qui permettront de porter des coups à nos adversaires et de désorganiser leurs plans, - structuration externe et liaisons avec les autres mouvements. Il ne doit pas y avoir de solution de discontinuité dans notre action, entre ces efforts.

C'est à cela que nous invitent l'attitude gouvernementale et les développements prévisibles de la situation. Depuis quatre ans, le régime essaye de faire croire à sa légitimité. En assassinant les travailleurs, il n'a réussi qu'à fonder qu'une légitimité celle de notre révolte. La lutte contre gaullisme, la lutte contre le fascisme, la lutte pour la paix ne peuvent que se renforcer mutuellement. Dans le combat contre le régime, il s'agit d'affirmer notre politique de FRONT SOCIALISTE, il s'agit d'assurer, non le retour à la Quatrième et aux délices de son système, mais le triomphe de la Démocratie socialiste.

(le 10 février) Raymond LE LOCH